L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

BUREAUX : No 73, rue de Chartres. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 30 JUILLET 1863. Entre les rues Bienville et Conti

NOUVELLE-ORLEANS :
JEUDI MATIN, 30 JUILLET.

Ventes à l'encan de ce jour.

Par R. Roger & Co—A leurs mises d'encan, rue de la Vieille Levée, chaussures, chapeaux, marchandises sèches et Dieu fait.

Par D. E. Morphy—Au No 67, rue des Magasins, à 10 heures, la goelette Adelaide.

Par E. M. Jacobs—A 10 heures et demie, à la vacherie de M. Dominique Faux, ancienne St Bernard et Broad, une vacherie complète.

Par R. Scott, à 10 heures, dans la rue des Magasins No 54—jambons, sucre, bacrie, cigares, eau de vie, whisky, &c.

Par J. F. Rolleson—A onze heures, au coin des rues Magasins et Gravier—bœuf, porc, sel, café, vin rouge, eau de vie, &c.

Par R. T Montgomery, à midi, aux écuries Tattersall, rue Gravier, No 164—animaux de races.

Par F. F Trinchard, à 10 heures, à son magasin d'encan, rue Gravier, No 42—marchandises diverses.

ABONNEMENTS A LA SEMAINE.

☞ Nos porteurs sont autorisés à prendre des abonnements à la semaine à raison de vingt cinq sous.

Attaque sur Goodrich's Landing, LOUISIANE.

(Correspondance du *Daily News.*)

Washington, 15 juillet.

Le département de la marine a reçu du contre-amiral Porter une communication, datée du 2 courant, où il dit que le 29 juin, il reçut du général Dennis, commandant le poste d'Young's Point, l'information d'une attaque faite contre ses troupes noires à Goodrich's Landing, attaque où ces troupes auraient eu le dessous. Une canonnière a déjà été expédiée vers ce point, et un e autre l'a suivie sans délai.

Le général Ellet a été chargé de se rendre sur les lieux avec une brigade de marine. Il y restera jusqu'à ce que tout soit redevenu calme. Le dernier navire de la brigade, le John Hancock, y est arrivé au moment où les rebelles mettaient le feu aux plantations du gouvernement ; et supposant que c'était un transport ordinaire, ils ouvrirent le feu sur lui avec des pièces de campagne. Mais il leur fut répondu avec des bombes chargées de balles et beaucoup d'entre eux furent tués ou blessés. Le résultat fut la retraite des rebelles et l'évasion de nombre de nègres qu'ils avaient emprisonnés.

La canonnière *Romeo* qui remontait le fleuve en ce moment, entendant le bruit du canon fit tous ses efforts pour approcher de la scène du combat. Le commandant s'aperçut bientôt que les rebelles incendiaient les plantations et il commença à leur envoyer des bombes. Il les poursuivit ainsi sur une distance de 15 milles, les chassant le long du rivage, ce qui n'empêchait pas les rebelles d'incendier tout ce qui s'offrait sur leur passage. Le résultat a été une destruction presque totale des maisons et des propriétés qui se trouvaient dans le voisinage. Ils emmenèrent près de 1200 nègres qui étaient employés dans les plantations du gouvernement.

Le général Ellet débarqua ses forces et de concert avec une brigade noire, se mit à chasser les Rebelles qui tirent une retraite précipitée de qu'ils virent qu'ils allaient être attaqués. Leur système a été de ne combattre que lorsqu'ils étaient venus seulement pour plier et emmener des nègres.

Le général Ellet trouva la route couverte de fragments de wagons et d'articles d'ameublement que les rebelles dans leur fuite furent forcés d'abandonner. Il les poursuivit jusqu'à la rivière Tensas où ils avaient traversé en brûlant le pont après eux, et où ils s'étaient retranchés pour livrer bataille. L'occasion leur en fut promptement donnée. Notre artillerie ouvrit le feu et les mit bientôt en fuite bien qu'ils fussent dit on, vingt pièces de campagne.

Le général Ellet, ne connaissant pas parfaitement le pays et ne disposant que d'une faible force, jugea à propos de ne pas continuer la chasse. Il envoya 200 hommes et infanterie en l'autre côté du bayou et il fut reconnu que les rebelles se repliaient sur Delhi, en abandonnant tout leur butin, ameublements, pianos, etc., dispersé sur la route. Le renfort inattendu de la brigade et des canonnières sauva les nègres.

Mais les nègres seront toujours en danger aussi longtemps qu'on les laissera en si petites troupes. Les rebelles qui ont fait cette attaque sont ceux qui ont attaqué Milliken's Bend. Ils sont à moitié affamés et presqu'nus et visent à capturer des transports pour avoir du linge et des provisions. Il le font pu encore réussir et on a pris les mesures nécessaires pour les empêcher de réussir jamais.

LES PROCHAINS STANEAUS DU NORD.—Le steamer *Locust Point* a dû partir de New York pour la Nouvelle Orléans le 23 courant, et le *Evening Star* le 25.

Perte d'hommes dans les combats de Jackson, Mississippi.

Les journaux de la Mobile publient la liste des blessés contederés dans les engagements qui ont eu lieu devant Jackson (Mississippi) du 10 au 15 inclusivement. Voici ceux qui appartiennent aux régiments de la Louisiane :

Division French—Brigade Mazey.

4me regiment—Compagnie A, Wm D Lea, soldat, mort de ses blessures—Compagnie H, capt'nal Theodore Bonrou—Compagnie I, Augustus Cella, soldat, retabli —Compagnie K, Lipsy D Soccubb, soldat, laissé à l'hôpital de Jackson.

Régiment inconnu—Compagnie A, capitaine A Piccola, envoya à Jackson—Compagnie G, lieutenant A D Bougere, laissé à Jackson.

Batterie de Fermer—A B Sparks, à Jackson.

Division Breckinridge—Brigade Adam.

15me et 20me régiments—Compagnie E, soldat P Sullivan.

16me et 25me régiments—Compagnie C, Sergt Riggart à Jackson, soldats W O Epperly et Sergt J Marshall—Compagnie F, Lieut T Brown—Compagnie B, sergent major A C Humble, a Jackson—Compagnie D W C Landers, dans Compagnie K, soldat Davis Wm Moore, à Jackson—Compagnie F, Wm Peary, Wm Merrick—Compagnie B, J O'Sullivan, E J Muller—Compagnie K, caporal V B Bindley.

17me régiment—Compagnie A, lieutenant C C Brasseo, mort depuis ; sergent M Clark, à Jackson—Compagnie K, sergent Bettinion d'Austin—Compagnie A, Henri Bernard, Wm Curry laissés à Jackson.

Division Loring.

12me régiment—Compagnie A, S U McCrary.

VOYAGE DE M. SLIDELL A LONDRES.—On lit dans la *Presse* :

"On parte du départ de M. Slidell pour Londres. Ce voyage se rattacherait à la reprise des projets de médiation. Du reste, M. Slidell est attendu à Paris pour le 1er juillet, et, à son retour il doit être accompagné de M. Mason, le délégué du Sud auprès du gouvernement anglais."

LES BRUITS DE MÉDIATION.

On écrit de Paris le 1er juillet :

L'opinion publique ne peut se remettre de l'agitation perpetuelle où l'entretiennent les renseignements et suppositions en sens divers au sujet des éventualités de guerre ou du maintien espéré de la paix. Il m'est confirmé, toutefois, que la Grande-Bretagne, tout en accentuant de plus en plus le ton de la polémique de ses journaux, n'a point accueilli les ouvertures faites par le gouvernement impérial pour entrer dans la voie des démonstrations guerrières. D'autre part, on a prétendu à la Bourse que l'Empereur aurait fait rassurer sous main des notabilités financières et les aurait provenues qu'il n'y aurait point de guerre au bruit de cette intervention diplomatique ; mais c'est là une rumeur absurde qui se réfute d'elle-même.

Le bruit a couru à la fin de la journée que lord Palmerston aurait demenui son collègue lord Russell qui affirme l'absence, de la part de la France, de toutes propositions de médiation en Amérique et de reconnaissance du Sud. Mais que le premier lord de la trésorerie ait ou non raison des assertions du ministre des affaires étrangères, les intentions et les sympathies du gouvernement anglais sont scrupuleusement prouvées. *Le Constitutionnel* contiendra demain une note exprimant quelque étonnement de ce que l'on puisse évoquer des doutes sur la politique de l'Empereur en cette occasion et maintenant les dispositions qu'on lui a déjà connues dans le but d'arrêter l'effusion du sang en Amérique.

LA QUESTION DE L'ESCLAVAGE ET LA RECONNAISSANCE.

L'Indépendance Belge du 23 juin publie ce qui suit dans son bulletin, nous ajouterons qu'une correspondance particulière dit que M. Slidell aurait assuré ses amis, à la suite de son entrevue avec Napo éon, que la question de l'esclavage ne serait même *pas* soulevée à propos de la reconnaissance.

Nous avons dit hier que le gouvernement français avait proposé à celui d'Angleterre une nouvelle tentative de médiation aux Etats-Unis. Le fait nous était mandé de Londres, il nous revient aujourd'hui de Paris en termes plus variables. Le baron Gros aurait été chargé de proposer au cabinet anglais d'accepter le principe de la reconnaissance du Sud, pour le cas où un arrangement direct entre les deux puissances belligérantes ne serait point intervenu d'ici à la fin de l'année, et avec la condition expresse qu'une résolution d'affranchissement des noirs, dans des conditions convenables, serait adoptée par la nouvelle Confédération. Que si le gouvernement anglais n'était à adhérer à la proposition de la France, les deux puissances devraient donner avis de leur décision au cabinet de Washington. La version anglaise telle que nous l'avons fait connaître hier, est plus vraisemblable.

Si la reconnaissance doit se faire dans ces conditions, elle ne se fera jamais. Les Etats séparatistes, lorsqu'ils ont arrêté leur Constitution, ont réservé à la souveraineté de chacun des nouveaux toutes les questions relatives à l'esclavage, par conséquent la Confédération est incompétente pour décréter l'affranchissement ou le rachat des nègres. Aussi, dans plusieurs circonstances, le pouvoir exécutif qui siége à Richmond s'est-il rappelé ces stipulations à ses égards, pour bien marquer son impuissance à exercer des négociations sur cette matière. L'esclavage est considéré dans le Sud comme une institution fondamentale des divers Etats. Réclamer en suppression équivaut à demander la rentrée des mécontentes dans le sein de l'Union. C'est ce qui nous fait douter de l'exactitude de l'information que nous avons reçue, en moins avec la condition relative à l'esclavage.

CUBA.—La *Gaceta* de la Havane dit que le señor Narsaenez, gouverneur politique de l'île de Cuba, a été déchargé de ses fonctions et renvoyé en Espagne. Il paraît qu'il avait en une altercation avec le capitaine général, qui en donna d'abord raison au gouverneur d'argent pour laisser débarquer des esclaves dans l'île. Le gouverneur, ainsi fit l'histoire, avait refusé de donner sa démission ou de rétracter le langage insolent qu'il eut le sujet en question. Le señor Serrano, général, en remplacement, le remplace de l'exécution de ses fonctions et l'a envoyé en Espagne pour qu'il y soit jugé. Le *Sir* Marsenpart qui arrive à *New York* le 30 juillet.

ACCIDENT.—*L'Era* raconte un accident arrivé à deux marins du navire amiral *Tennessee*, à l'occasion du salut rendu mardi soir par ce steamer au navire de guerre italien stationné vers la passe du sud-ouest. Un des canons du *Tennessee* ayant pris feu trop tôt a blessé grièvement deux artilleurs. L'un a eu le bras droit emporté, l'autre le bras gauche. Ce dernier ayant été aussi atteint à la poitrine est mort une heure après l'accident.

TROUBLES A HAYTI.

Nous apprenons par une dépêche d'Haiti, que le président Geffrard a dissous la Chambre des représentants.

Cette Chambre voulait opérer des réductions sur l'armée, et, comme il y a eu récemment une révolution dans l'île, le président n'a pas consenti à cette réduction.

Au départ du courrier, on craignait une manifestation inquiétante, et le président Geffrard a fait venir des troupes à Port-au-Prince et déclaré la ville en état de siége.

PROBABILITÉ D'UN CONGRÈS EUROPÉEN.

On lit dans *la France* du 3 juillet :

Si la réponse de la Russie est favorable, comme il y a lieu de l'espérer, son adhésion aux six propositions aura pour conséquence la prochaine réunion d'une conférence.

La Russie avait laissé pressentir qu'elle désirait que cette réunion eût lieu à Saint Pétersbourg ; mais on comprend les motifs de haute convenance qui imposeraient, dans ce cas, la désignation d'une ville neutre.

S'il y a une conférence pour la question polonaise, il est donc probable qu'elle se réunira à Bruxelles.

Lettre de Napoléon III.

L'empereur a adressé la lettre suivante à S Exc. M. Rouher, ministre président le conseil d'Etat :

"Palais de Fontainebleau, 24 juin 1862.

"Monsieur le président du Conseil d'Etat,

"Notre système de centralisation, malgré ses avantages, a eu le grave inconvénient d'amener un excès de réglementation. Nous avons déjà cherché, vous le savez, à y remédier ; néanmoins il reste encore beaucoup à faire. Autrefois, le contrôle incessant de l'administration sur une foule de choses avait peut-être ses raisons d'être, mais aujourd'hui ce n'est plus qu'une entrave. Comment comprendre, en effet, que telle affaire communale, par exemple, d'une importance secondaire, et ne touchant que des intérêts purement locaux, soit soumise à l'examen du conseil d'Etat, tandis que telle autre, d'une importance majeure, ne le soit pas ? Comment concevoir que les actes de l'autorité municipale ou départementale, qui ne sont que l'exécution de lois générales, soient soumis à l'approbation du pouvoir central ? Ces entraves sont d'autant plus fâcheuses que, dans les affaires qui ne sont pas de votre compétence, vous êtes obligé de vous en rapporter à des rapports qui ne peuvent pas toujours être exacts, et qui, par conséquent, peuvent vous induire en erreur.

"Je désire donc que vous vous occupiez de rechercher les moyens de simplifier notre système administratif, de manière à donner plus de liberté aux communes et aux départements, et à rendre plus rapide la marche des affaires. Je désire que vous me proposiez les mesures qui vous paraîtront nécessaires pour atteindre ce but.

"Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde.

"NAPOLÉON"

CHRONIQUE LOCALE.

COUR PRÉVOTALE.—*Hercredi matin.*—Plusieurs boulangers dont les pains n'avaient pas le poids voulu, ont été condamnés, les uns à trente et les autres à cinquante piastres d'amende.

Un nègre, qui avait volé de l'argenterie à Mme Rubbard et à M. Wilder a été envoyé en prison pour deux mois. On a retrouvé les objets.

Le reste des affaires étaient d'une insignifiance rare.

VOL.—Le caporal Carrico a annoncé, au poste de la rue Tremé, que des personnes se sont introduites, dans la nuit de mardi à mercredi, chez Mme Weaghman, rue Henriville, No 415, entre les rues Miro et Tonti, et y ont tout bouleversé.

Elles ont aussi entassé quelques unes chambre de derrière, occupée par M. Howard qu'elles ont chloroformé, après quoi elles ont enlevé de ses poches une somme de soixante six piastres et soixante quinze cents en billets et en tickets. Plusieurs malles ont été ouvertes et le contenu en a été éparpillé sur la galerie et dans la cour. On a retrouvé tous les objets, l'argent aussi excepté.

ENQUÊTE.—Une assaire a eu lieu, hier, une enquête au No 32 de la rue de la Douane, sur le corps d'un enfant de couleur mort-né.

Une autre enquête a été tenue au No 120 de la rue St Pierre, sur le cadavre de l'enfant de Susan, esclave de M. Gust. Braun. Verdict, inanition—L'enfant est mort au bout d'un jour. La mère n'avait point de lait.

ARRESTATION.—L'officier Patterson a arrêté Jhine Nubben parce qu'il réclamait la protection du gouvernement belge après avoir servi dans l'armée confédérée.

AFFAIRE GARDNER.—M. Field a terminé hier la plaidoirie qu'il avait commencée la veille. Il s'est étendu sur le fait que les témoins à charge connaissaient l'accusé depuis quelques semaines seulement, et, celui par l'entremise de Watson, le soldat qui s'est accusé du crime n'existait pas. Personne n'avait soupçonné M. Gardner jusqu'au jour où il fut arrêté, et n'est-il pas extraordinaire que lui, qu'on dit si habile, si rusé, se soit embarqué dans une pareille entreprise avec des personnes qu'il connaissait depuis si peu de temps. De plus, il n'a pas été prouvé qu'il fréquentait habituellement des voleurs ; ses témoins ont prouvé le contraire. Il fréquentait des personnes honnêtes et des gentilshommes. Il s'est trouvé avec des voleurs, mais c'était accidentellement et par l'entremise de Watson, le soldat pour lequel il avait fait des rétements. Passant aux dépositions des témoins à décharge, la poursuite, a continué M. Field, a essayé de se prévaloir de ce que ces témoins n'avaient pas pu nommer beaucoup des personnes qui avaient passé à l'embarcadère de M. Gardner ; mais n'est ce pas assez d'avoir établi que c'est un honnête homme ?

M. Field a terminé son plaidoyer en maintenant que son client était la victime d'une conspiration ourdie par des voleurs. "Je ne prescrire rien à l'accusation, a-t-il dit, mais la preuve qui a été produite n'ont absolument aucune valeur."

M. Long a répliqué, après quoi le Prévôt a annoncé qu'il ferait connaître sa décision vendredi matin.

RESTAURANT ST-LOUIS.—Nous appelons l'attention des habitants et du public sur l'annonce relative à cet établissement. M. Henri Barthé, propriétaire du restaurant St Louis, rue St Louis, entre Royale et Bourbon, annonce à messieurs les habitants qu'ils trouveront chez lui des chambres garnies et tout le comfort désirable ainsi qu'une bonne table à des prix modérés. Le restaurant St Louis se recommande sous tous les rapports au patronage du public.

COTONS 4/4.—La maison Brott & Davis, au coin des rues Tchoupitoulas et Gravier, annonce qu'elle a à vendre à bon marché des cotons 4/4, première et seconde qualités.

EDITION D'HIER SOIR.

Nouvelles du Nord
D'UN JOUR PLUS RECENTES.

Arrivée du steamer Continental.

Combat de cavalerie entre Gregg et Stuart.

Bruit de la prise de Little Rock.

CAPTURE DE TRAINS PRES DE MEMPHIS.

LA SITUATION A NEW-YORK.

NOUVELLES DE WASHINGTON.

Par l'arrivée du steamer *Continental* nous avons reçu des journaux de New York du 19 juillet. Nous en extrayons les nouvelles qui suivent :

La Situation à New York.

Nous lisons dans le *Herald* du 19 :

Le repos hier, toute la journée une grande agitation au quartier général du gouverneur Seymour. Au commencement de la journée, ceux qui étaient rassemblés la manifestaient une grande anxiété. L'impression paraissait être qu'un conflit existait ou allait éclater entre les autorités nationales et les autorités d'Etat. Le gouverneur gardait son sang froid habituel et écoutait toutes ces histoires sans s'émouvoir.

Dans l'après-midi, le major général Dix et le général Canby rendirent visite au gouverneur et eurent avec lui une longue entrevue qui fut très satisfaisante pour tous. Il ne se passa rien qui indiquât des difficultés entre le gouvernement d'Etat et le gouvernement national. On parla de la position des affaires, on fit allusion aux éléments engagés dans les troubles, etc.

Le gouverneur dit annuler à beaucoup de citoyens d'alarmistes sans nécessité, à propos d'un conflit entre les autorités fédérales et celles de l'Etat, et il déclara qu'il n'y avait pas encore de d'intervention et qu'il prétendait que tout ce conflit d'administration avait fait vendre de son droit de protéger les propriétés et d'en empêcher la destruction, ajoutant qu'il y avait en ville beaucoup de propriétés de gouvernement.

Hier matin il a fait placer des troupes à bord de deux bateaux à vapeur, et les a envoyés l'un dans la rivière de l'Est, l'autre dans la rivière Hudson pour protéger les habitants dans les faubourgs de la ville.

Le Board des Aldermen a tenu hier une session spéciale et a présenté des résolutions portant que quelque personne malicieuse avait répandu le bruit que le maire opposerait son veto à la proposition d'allouer $2,500,000 pour payer le prix du remplacement de chaque pauvre consacrit qui ne pourrait ou ne voudrait aller à la guerre, et que ce veto du maire serait final. Cette réunion a donc été convoquée pour déclarer au peuple que l'action du maire ne serait pas finale, et que le Conseil s'engageait et ces de veto à passer la résolution par un vote des deux tiers qui annulerait le veto.

Les autorités des Etats-Unis veulent éviter que les cours d'Etat aient occasion d'examiner la constitutionnalité de la loi de conscription. Déjà un habeas corpus est pris en faveur d'un individu arrêté, on fait relâcher le prisonnier.

L'assistant député marshal Duffy a été arrêté par la police pour avoir menacé M. Delmonico dans son établissement, en l'accusant d'être déloyal et en le menaçant d'arrestation, et pour avoir fait arrêter, sans autorité, un serveant du nom de Bernard Hughes qui avait déclaré que dans son opinion la loi de conscription était inconstitutionnelle. Duffy et Hughes ont été déchargés, mais Duffy a dû faire les excuses et a été réprimandé.

Nouvelles de Washington.

Washington, 18 juillet—L'enrôlement des noms pour le tirage sera commencé lundi. 20,000 noms de la première classe et 7,000 de la seconde sont enrôlés. Sauf dans quelques cas les officiers n'ont pas eu de difficultés, et il n'y a pas eu de violences personnelles. On pense qu'on n'appellera que deux régiments de ce district.

RAISONS POUR LE TIRAGE.

Guerre probable avec l'Angleterre—Le gouvernement veut être prêt.

Washington, 17 juillet—Les raisons pour la mise à exécution de la conscription et le tirage immédiat de 300,000 hommes sont plus profondes qu'elles ne le paraissent. Il y a lieu de croire que les nouveaux conscrits ne étaient pas destinés à servir pour la suppression de la rébellion.

Même avant les récentes victoires de l'armée du Potomac à Gettysburg, de Grant à Vicksburg, de Banks à Port Hudson, et de Rosecrans à Chattanooga, M. Lincoln avait, à plusieurs reprises, déclaré que les armées de l'Union accumulées sur un espace suffisant pour écraser la rébellion et finir notre guerre domestique. Il n'était pas nécessaire, pour cela, d'avoir recours à la levée de 300 conscrits.

On a cru généralement que cet appel avait pour but d'intimider les rebelles au point de les remettre au gouvernement de les écraser, et d'en finir immédiatement avec la rébellion. Il est probable, cependant, que le gouvernement avait en vue un autre emploi pour cette nouvelle armée mise en campagne.

Dans les débats à la séance du 30 juin de la Chambre des Communes, M. W. E. Forster a dit : "Conjointement avec l'Empereur des Français, nous nous sommes lancés dans la guerre de Crimée. Il est sérieusement à craindre que conjointement avec lui nous nous laissions entraîner dans une guerre en Pologne. Je crois il n'est pas douteux que si la Chambre permettait à l'Empereur des Français de se servir de M. Roebuck comme d'un second abassadeur pour soudier ses opinions contre le gouvernement du jour, que nous ne soyons bientôt lancés dans une guerre avec l'Amérique.

"Forsteur a combattu les opinions de M. Roebuck et a montré que les propositions de médiation l'automne dernier avaient conduit à l'acte de conscription, et il a maintenu que la motion de notre collègue, si elle était adoptée, nous entraînerait inévitablement dans une guerre."

Cette assertion d'un membre de la Chambre des Communes n'est qu'un indice des craintes qui existent présentement. Il est évident que beaucoup des chefs politiques, en Angleterre, qui se sont opposés à la politique du gouvernement dans les difficultés domestiques des Etats Unis, prévoie une guerre entre ce pays et l'Angleterre comme du résultat probable d'un insuccès de nos suppressions jugées nécessaires.

Quant aux affaires qui ne sont pas soumises au conseil d'Etat, les chefs de service fournissent des documents et des états analogues à ceux qu'ils servaient de base à un travail général pour chaque ministère.

Comme j'attache une grande importance à cette réforme, je compte sur le zele éclairé du conseil d'Etat pour arriver bientôt à une solution satisfaisante.

Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde.

"NAPOLÉON"

CHRONIQUE LOCALE.

COUR PRÉVOTALE.—*Hercredi matin.*—Plusieurs boulangers dont les pains n'avaient pas le poids voulu, ont été condamnés, les uns à trente et les autres à cinquante piastres d'amende.

Un nègre, qui avait volé de l'argenterie à Mme Rubbard et à M. Wilder a été envoyé en prison pour deux mois. On a retrouvé les objets.

Le reste des affaires étaient d'une insignifiance rare.

VOL.—Le caporal Carrico a annoncé, au poste de la rue Tremé, que des personnes se sont introduites, dans la nuit de mardi à mercredi, chez Mme Weaghman, rue Henriville, No 415, entre les rues Miro et Tonti, et y ont tout bouleversé.

Elles ont aussi entassé quelques une chambre de derrière, occupée par M. Howard qu'elles ont chloroformé, après quoi elles ont enlevé de ses poches une somme de soixante six piastres et soixante quinze cents en billets et en tickets. Plusieurs malles ont été ouvertes et le contenu en a été éparpillé sur la galerie et dans la cour. On a retrouvé tous les objets, l'argent aussi excepté.

ENQUÊTE.—Une assaire a eu lieu, hier, une enquête au No 32 de la rue de la Douane, sur le corps d'un enfant de couleur mort-né.

Une autre enquête a été tenue au No 120 de la rue St Pierre, sur le cadavre de l'enfant de Susan, esclave de M. Gust. Braun. Verdict, inanition—L'enfant est mort au bout d'un jour. La mère n'avait point de lait.

ARRESTATION.—L'officier Patterson a arrêté Jhine Nubben parce qu'il réclamait la protection du gouvernement belge après avoir servi dans l'armée confédérée.

AFFAIRE GARDNER.—M. Field a terminé hier la plaidoirie qu'il avait commencée la veille. Il s'est étendu sur le fait que les témoins à charge connaissaient l'accusé depuis quelques semaines seulement, et celui par l'entremise de Watson, le soldat qui s'est accusé du crime n'existait pas. Personne n'avait soupçonné M. Gardner jusqu'au jour où il fut arrêté, et n'est-il pas extraordinaire que lui, qu'on dit si habile, si rusé, se soit embarqué dans une pareille entreprise avec des personnes qu'il connaissait depuis si peu de temps. De plus, il n'a pas été prouvé qu'il fréquentait habituellement des voleurs ; ses témoins ont prouvé le contraire. Il fréquentait des personnes honnêtes et des gentilshommes. Il s'est trouvé avec des voleurs, mais c'était accidentellement et par l'entremise de Watson, le soldat pour lequel il avait fait des rétements. Passant aux dépositions des témoins à décharge, la poursuite, a continué M. Field, a essayé de se prévaloir de ce que ces témoins n'avaient pas pu nommer beaucoup des personnes qui avaient passé à l'embarcadère de M. Gardner ; mais n'est ce pas assez d'avoir établi que c'est un honnête homme ?

M. Field a terminé son plaidoyer en maintenant que son client était la victime d'une conspiration ourdie par des voleurs. "Je ne prescrire rien à l'accusation, a-t-il dit, mais la preuve qui a été produite n'ont absolument aucune valeur."

M. Long a répliqué, après quoi le Prévôt a annoncé qu'il ferait connaître sa décision vendredi matin.

RESTAURANT ST-LOUIS.—Nous appelons l'attention des habitants et du public sur l'annonce relative à cet établissement. M. Henri Barthé, propriétaire du restaurant St Louis, rue St Louis, entre Royale et Bourbon, annonce à messieurs les habitants qu'ils trouveront chez lui des chambres garnies et tout le comfort désirable ainsi qu'une bonne table à des prix modérés. Le restaurant St Louis se recommande sous tous les rapports au patronage du public.

COTONS 4/4.—La maison Brott & Davis, au coin des rues Tchoupitoulas et Gravier, annonce qu'elle a à vendre à bon marché des cotons 4/4, première et seconde qualités.

EDITION D'HIER SOIR.

Nouvelles du Nord
D'UN JOUR PLUS RECENTES.

Arrivée du steamer Continental.

Combat de cavalerie entre Gregg et Stuart.

Bruit de la prise de Little Rock.

CAPTURE DE TRAINS PRES DE MEMPHIS.

LA SITUATION A NEW-YORK.

NOUVELLES DE WASHINGTON.

Par l'arrivée du steamer *Continental* nous avons reçu des journaux de New York du 19 juillet. Nous en extrayons les nouvelles qui suivent :

La Situation à New York.

Nous lisons dans le *Herald* du 19 :

Le repos hier, toute la journée une grande agitation au quartier général du gouverneur Seymour. Au commencement de la journée, ceux qui étaient rassemblés la manifestaient une grande anxiété. L'impression paraissait être qu'un conflit existait ou allait éclater entre les autorités nationales et les autorités d'Etat. Le gouverneur gardait son sang froid habituel et écoutait toutes ces histoires sans s'émouvoir.

Dans l'après-midi, le major général Dix et le général Canby rendirent visite au gouverneur et eurent avec lui une longue entrevue qui fut très satisfaisante pour tous. Il ne se passa rien qui indiquât des difficultés entre le gouvernement d'Etat et le gouvernement national. On parla de la position des affaires, on fit allusion aux éléments engagés dans les troubles, etc.

Le gouverneur dit annuler à beaucoup de citoyens d'alarmistes sans nécessité, à propos d'un conflit entre les autorités fédérales et celles de l'Etat, et il déclara qu'il n'y avait pas encore de d'intervention et qu'il prétendait que tout ce conflit d'administration avait fait vendre de son droit de protéger les propriétés et d'en empêcher la destruction, ajoutant qu'il y avait en ville beaucoup de propriétés de gouvernement.

— D'après un rapport statistique fait au Parlement anglais, la population de l'Angleterre et de l'Ecosse, qui n'était que de 10,900,956 âmes au commencement du dècie actuel, était à la fin de 1862 de 12,129,518 âmes. Mais cette progression énorme n'a été nullement suivie par l'Irlande, qui fournit annuellement tant de milliers d'hommes à l'émigration. En 1801, elle comptait 5,216, 336 ames, et aujourd'hui a 5,798,967 habitans.

— Tout le monde a encore présent à la mémoire le retentissement causé par le procès de Dumollard, l'assassin des servantes. Le champ de ce grand coupable, surnommé *Haceldama*,— le champ du sang,—n'a pu, si nous ne nous trompons, trouver encore d'acquéreur. Les nombreuses dépouilles des victimes de ce misérable formant environ six cents pièces de conviction, dépouilles dont aucune d'elles jusqu'à ce jour n'a été réclamée, seront, par voie judiciaire, vendues aux enchères publiques, dans une des salles du Palais-de-Justice de Bourg, le 25 juin courant.

— Voici quelques détails intéressans sur les conférences qui viennent d'avoir lieu au ministère des affaires étrangères pour étudier l'unification des taxes, des tarifs, des usages et des escomptes pour les marchandises :

Il y a 58 chambres de commerce en France, 27 ayant voté l'adoption du principe qu'il était nécessaire de s'occuper des taxes, des capacités pour les liquides et des escomptes : 18 n'ayant adopté le principe qu'avec des restrictions, et les autres opinaient pour la liberté la plus absolue laissée au commerce.

Les liquides ont été réglementés de la manière suivante : le barrique de Bordeaux ne pourra pas avoir moins de 223 litres, la bouteille de Bordeaux moins de 80 centilitres. Les tonneaux neufs devront être marqués avec un fer rouge gravant au cran leur capacité en litres, et les tonneaux recerclés et rabattus devront recevoir une seconde marque à côté de la première, qui sera barrée. Cette mesure sera générale pour toute la France.

—On lit dans la *Presse bretonne* :

"Une cérémonie aussi rare que touchante avait lieu mercredi dans l'église Notre Dame de Guingamp. Mlle Jacq, née le 17 juin 1763, célébrait le centième anniversaire du jour de sa naissance. Une grand'messe, chantée à cette occasion par M. le curé de Guingamp, avait attiré à l'église un nombreux public, heureux de contempler une centenaire jouissant de toutes ses facultés intellectuelles. La cérémonie, relevée de sa suite incommode. Il débouche dans Chesapside, et se prit à marcher rapidement, droit devant lui, sans avoir la conscience de la route qu'il voulait suivre.

La seule affaire qui accombre la Cité de Londres est celle relative à la mauvaise qualité des viandes. Les inconvénients durables dont le pauvre est victime sont trop connus pour qu'il soit nécessaire d'y revenir. Il est vrai ! — Elle est vraie ! — Et cependant, le gin, il faut s'entendre. Ce sont eux qui l'avortent : leur ivresse est un hygiène empoisonnant.

Autour de tout corps géant, la foule disait c'est un homme ! Il est vrai ! — Elle est vraie ! si c'est une femme.

Autour de Gregory Temple, ils étaient là une douzaine de cockneys qui riaient et qui disaient : Voyez l'Ecossais ! Quelle ivrognerie ! Quelle brutalité pour produire cette variété ! Il est fou ! On ne sortait pas de là. Au bout de dix minutes, M. Temple demanda un verre d'eau. Un homme se trouva pour lui rendre ce service avec un louable empressement. Cet homme pouvait le développement jusqu'à la quinzaine et ne l'avait buvue. En ouvrait ses yeux pleins de gratitude, l'ancien intendant de police reconnut un célèbre pique-poches, et il put le tempe de sauvegarder sa bourse.

Quelques dix autres minutes, un tilbury s'arrêta brusquement devant le groupe, et tout le monde cria : Un physicien !

A Londres, en effet, les médecins portent ce nom, qui est chez nous le titre adopté par Bocco et par Robert-Houdin.

Les physiciens prirent la cercle, saisit sa trousse et relèva ses manches en homme qui va gagner avec plaisir le droit de faire insérer dans le *Times* ce petit article : "Nous citons avec plaisir le trait d'humanité suivant. Aujourd'hui, à Londres, un docteur, M. Bailey, a eu une foule de curieux qui applaudissaient à sa généreuse action, le jeune docteur J. N. White, spécialité pour maladies des enfants, 17, High-Holborn, a sauvé la vie d'un homme tombé frappé d'apoplexie à l'aide d'une saignée opérée à propos et avec toute l'habileté désirable. Le jeune praticien déjà fort connu. Le docteur J. N. White a refusé toute récompense."

Et de plus, l'insertion de ces lignes lui coûte deux guinées. Quel cœur ! prenez l'adresse.

M. Temple ne s'était pas vu pour fuir le pick pockets, mais à la vue du physicien de cabinet, un supreme effort le mit sur ses jambes. Les cockneys voulaient s'emparer de lui pour qu'on le saignât de force. Cela fait passer un moment agréable ; mais Gregory gagna le milieu de la voie, et il courut droit devant lui. Boulevart-Sébastopol, Grands-Boulevards, Champs-Elysées, Bois de Boulogne, Versailles, Fontainebleau, Dijon, Lyon, Marseille, Nice, Gênes, Livourne, Rome, Naples, Malte, Alexandrie, Le Caire, Suez, Aden, Ceylan, Singapore, Hong-Kong, Canton, Shang-Haï, Yeddo, Nangasaki, Sandwich, Honolulu, Valparaiso, Rio-Janeiro, Montevideo, Buenos-Ayres, Rio-Negro, Patagonie, Terre de Feu, Cap Horn, Valparaiso, Lima, Panama, Acapulco, San Francisco, Sacramento, Salt Lake City, Omaha, Chicago, Detroit, Buffalo, Albany, New York, Boston, Portland, Halifax, Québec, Montréal, Toronto, Kingston, Hamilton, Niagara, Buffalo, Cleveland, Chicago, Milwaukie, Saint Paul, Fort Garry, Winnipeg, Hudson's Bay, Labrador, Groenland, Spitzberg, Nouvelle-Zemble, Laponie, Finlande, Suède, Norwège, Russie, Pologne, Prusse, Allemagne, Hollande, Belgique, France, Paris